le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 06 novembre 2016 N° 428 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Nouvelle constitution : ne pas se laisser duper par la guéguerre entre l'opposition et le pouvoir

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : Ne pas se laisser duper par la guéguerre entre l'opposition et le pouvoir

Page 5

Sénégal : Après Wade, voici le clan Sall

Page 5

Mali : Quand les rats commencent à quitter le navire

Page 7

Éthiopie : Les dirigeants renforcent la dictature contre la population

Page 8

Madagascar: La population du grand Sud face à la sécheresse et …

Page 9

Afrique de l'Ouest : La production de lait, malade du capitalisme

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:www.uatci.org

Editorial

Côte d'Ivoire

NOUVELLE CONSTITUTION : NE PAS SE LAISSER DUPER PAR LA GUÉGUERRE ENTRE L'OPPOSITION ET LE POUVOIR

Selon le résultat officiel du référendum, la nouvelle constitution à la sauce Ouattara a été validée avec 93,42 % de votes en faveur du "oui". *Du coup, Ouattara a fanfaronné en déclarant qu'il s'agit-là d'un* « plébiscite » *en sa faveur. Mais en réalité il n'y a pas de quoi pavoiser quand on sait que le taux de participation tourne autour de 42 %. Sur environ 6,3 millions inscrits, seulement un peu plus de 2,6 millions ont fait le déplacement pour voter. Le nombre de votants pour le* « oui » *ne représente même pas la moitié du nombre d'habitants du seul district d'Abidjan, cela pour toute la Côte d'Ivoire ! Sans compter le bourrage massif des urnes qu'on peut aisément imaginer de la part des tenants du pouvoir.*

Selon les chiffres officiels annoncés, le taux de participation à Yamoussoukro est en dessous de 20 %, San Pédro 18 %, Gagnoa 17 %, Dabou 11 %. Comme plébiscite, il y a mieux !

Si « plébiscite » *il y a, il est peut-être dans les régions nord, bastion du pouvoir en place où le bourrage des urnes a probablement été encore plus massif et général. À cela s'ajoute peut-être un vote à caractère ethnique des gens qui se laissent encore duper par des considérations ethniques et tribales.*

Du côté de l'opposition, les dirigeants crient aussi à la « victoire ». Ils avaient appelé au boycott et font croire que les électeurs qui n'ont pas pris part au vote sont de leur côté. En réalité il est impossible de compter le nombre de gens qui ont choisi de boycotter pour affirmer leur position en faveur de l'opposition.

Mais d'un autre côté, ils ne peuvent pas non plus cacher le fait que les marches et autres manifestations qu'ils ont organisées avant le vote n'ont pas attiré des foules. Et ce n'est pas seulement à cause de la dictature en place. Les gens ont déjà vu pire !

Les partis de l'opposition, FPI en tête, veulent constituer un « Front du refus » *et envisagent de mobiliser leurs partisans pour refuser la nouvelle Constitution puisque selon eux elle a été massivement boycottée. Ils veulent montrer qu'ils existent et leur véritable ambition c'est de revenir au pouvoir pour accéder à la soupe et piller les caisses de l'Etat !*

Pour les travailleurs, il n'y a ni gagnants ni perdants dans ce référendum. Ils n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans cette division stérile entre le camp du « oui » *et celui du « non » car leur sort ne dépend pas du changement de numéro de la Constitution.*

Le véritable espoir de changement se trouve sur le terrain de la lutte de classes, c'est-à-dire, dans les usines, dans les chantiers, là où les travailleurs peuvent se mobiliser et lutter pour imposer leurs revendications et leur droit à une vie décente.

Les enseignants et les employés de la Fonction publique qui ont appelé à des journées de grève entre le 7 et le 11 novembre ont bien raison et on ne peut que souhaiter que cette grève soit suivie et que cela encourage de nombreux travailleurs à s'engager dans la lutte, à commencer par les travailleurs de l'industrie, du bâtiment, du port, etc. dont la situation ne cesse de se dégrader.

Côte d'Ivoire

AUGMENTATION PROGRAMMÉE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ : LES SANGSUES !

La presse a fait cas récemment de la volonté affichée de la banque mondiale et de l'État de vouloir une fois de plus augmenter les tarifs de l'électricité d'ici à 2017. Selon le directeur des opérations de cette banque en Côte d'Ivoire : *« la société d'électricité (CIE) n'est pas encore financièrement viable parce que le tarif qui est pratiqué n'est pas suffisant pour couvrir le coût de la production* ». Voilà qui est lancé. Et sa solution c'est tout de suite de faire payer encore plus les populations. Et pourtant ces gens savent très bien que les classes pauvres sont déjà prises à la gorge par le coût très élevé de la vie. Mais les capitalistes et l'État à leur service ne reculent devant rien lorsqu'il s'agit d'accroitre leurs profits.

L'électricité est une denrée indispensable aujourd'hui. On pourrait difficilement s'en passer. Un gouvernement un peu soucieux du sort des pauvres aurait subventionné sa production et maintenu les coûts au plus bas, pour rendre l'électricité accessible à tous. Mais c'est le contraire qui se passe. Les subventions étatiques disparaissent et le coût de cette denrée subit des augmentations régulières. Il y a à peine trois mois, la forte hausse des factures avait occasionné des émeutes dans plusieurs villes.

Apparemment, ces soulèvements n'ont pas suffi à montrer à ces riches que les travailleurs et les masses pauvres n'en veulent plus de leurs augmentations. Il leur faudra sans doute une mobilisation encore plus forte pour les forcer à revoir leur copie.

SOTRA, LA DÉGRADATION CONTINUE DANS LE TRANSPORT URBAIN

La Sotra, société de transport abidjanais, est une entreprise étatique qui a le monopole du transport intercommunal et lagunaire à Abidjan. Elle dispose d'autobus et de bateaux-bus. Mais les services de la Sotra, au fil des années n'ont fait que se dégrader. Elle offre actuellement une image peu attrayante et n'est plus en mesure de pouvoir assurer le transport de ses usagers. Malgré les annonces continuelles d'acquisition de nouveaux matériels roulant, la quantité de bus est largement insuffisante par rapport au nombre d'usagers.

Côte d'Ivoire

Un bus de la Sotra à Abidjan

Pendant longtemps, le moyen populaire de déplacement d'une commune à l'autre était les bus de la Sotra. Les travailleurs des zones industrielles (Yopougon, Vridi et Koumassi), les élèves et étudiants, même les petits commerçants empruntaient surtout le bus, même si leur régularité laissait à désirer.

Au fil des ans, l'État a délaissé le volet social de la Sotra. Ça a commencé par la suppression de la gratuité du transport pour les écoliers, élèves et étudiants. Après cela, les longues lignes ont été sectionnées en plusieurs segments. La proportion des bus express, ligne de bus surtaxée, n'a fait que croître au point que les bus urbains sont quasi inexistants aujourd'hui. Le temps d'attente aux arrêts excède une heure, même aux heures de pointe. Des usagers qui veulent arriver à 7h30 à Cocody en allant seulement d'Abobo sont obligés d'être aux arrêts-bus avant 5h30. Aussi, les soirs, après être descendu à 18 h, c'est souvent entre 21h et 22h qu'on peut espérer être à la maison.

Les bus de la Sotra sont d'une utilité certaine pour les populations abidjanaises. Il suffit seulement de voir les files d'attente aux arrêts aux heures de pointe pour s'en convaincre. Malgré cela l'État délaisse délibérément cette entreprise. Le parc auto insuffisant, surutilisé et mal entretenu n'arrive pas à suivre la demande. Là aussi, comme tous les services publics, au-delà des grands discours, rien n'est fait. Les gouvernants traînent le pas. Pour les pousser à hâter le pas, il faudrait un bon coup de colère des populations.

Mais en attendant, de nombreux usagers ont abandonné les arrêts de la Sotra pour se rabattre sur les woro-woro (taxi collectifs intercommunaux) et autres gbaka (mini bus privés) qui essayent de pallier l'insuffisance. Mais comme leurs tarifs restent élevés pour la plupart des habitants, surtout les élèves et étudiants, ces derniers n'ont encore d'autres choix que d'emprunter les bus de la Sotra.

INSÉCURITÉ À ABOBO : LES « MICROBES » SÉVISSENT AU NEZ ET À LA BARBE DES FORCES DE L'ORDRE

Pendant deux jours, les 25 et 26 octobre derniers, les habitants de la commune d'Abobo ont subi des attaques de jeunes délinquants appelés communément « microbes », semant la terreur et la panique. Ces hordes de jeunes armés de machettes, de gourdins, de couteaux, s'en sont pris à la population, agressant et blessant tous ceux qu'ils rencontraient sur leur chemin. Des commerces ont été attaqués. Cette fois-ci, plusieurs cours communes ont été carrément pillées, ce qui est une nouveauté. Pendant ces folles journées, il était impossible de traverser le rond-point de la Mairie d'Abobo qui est la place centrale abritant la gare (routière). Les habitants de la commune étaient obligés de faire un grand détour s'ils ne voulaient pas être victimes d'agressions. D'autres ont préféré ne pas rentrer chez eux tout simplement.

Ce n'est pas la première fois que cette commune populaire est ainsi la proie de ces bandes de délinquants. Et chaque fois que ça arrive, les forces de l'ordre sont le plus souvent invisibles, ou lorsqu'ils interviennent, c'est déjà trop tard. Pourtant il existe bien des postes de police et de gendarmerie non loin des lieux où cela se passe.

Pourtant ces mêmes forces de l'ordre interviennent avec efficacité quand il s'agit de réprimer les travailleurs en grève. Mais quand ces mêmes populations se font agresser par des voyous, ces « *corps habillés* » deviennent incompétents et inopérants.

Comme quoi, le rôle premier de ces « corps habillés » c'est avant tout de protéger les intérêts des riches contre les pauvres.

Sénégal

APRÈS LE CLAN WADE, VOICI LE CLAN SALL !

La découverte d'un important gisement gazier au large du Sénégal attise la convoitise des consortiums tels des mouches autour du pot de miel, car selon les informations propagées par la presse « *le Sénégal pourrait faire partie des sept plus importants producteurs de gaz naturel au monde* ».

À supposer que ce gisement soit aussi important qu'on le dit et que son extraction se réalise, ce n'est pas la population sénégalaise qui profitera de cette manne, pas plus que les autres populations des pays africains qui produisent du pétrole ou autres diamants et métaux rares. Quand ce n'est pas la pollution causée par les rejets de pétrole qui empoisonnent leurs terres et leurs zones de pêche, ce sont les guerres que se livrent les bandes rivales qui rendent leur vie quotidienne infernale.

Ceux qui profitent de l'exploitation des richesses naturelles du sous-sol, ce sont d'abord les trusts. Ceux-ci ont besoin des politiciens et des potentats locaux pour mettre la main sur ces richesses, alors ils les arrosent. C'est ainsi qu'en Afrique naissent des fortunes à une vitesse vertigineuse, autour du clan au pouvoir.

Pour ne prendre que l'exemple du Sénégal, on peut rappeler le cas de Karim Wade, le fils de l'ancien président. Il a été nommé ministre par son papa et avait son entrée à chaque rouage de l'Etat, à tel point qu'on lui a collé le sobriquet de « *Ministre du Ciel et de la Terre* ». Il était devenu le personnage central auprès de qui il fallait passer pour faire des affaires au Sénégal. Il prélevait sa part du gâteau à chaque signature de contrat. En très peu de temps, il a amassé une fortune de plusieurs centaines de millions de dollars.

À son arrivée au pouvoir, Macky Sall a claironné qu'il allait faire de la lutte contre la corruption un de ses objectifs. Il a fait arrêter Karim Wade et l'a gracié après quelques mois de prison. Mais comme le dit un dicton : « *Chassez le naturel, il revient au galop* ». En effet, Macky Sall une fois au pouvoir, n'a fait qu'imiter son mentor. Attiré par l'odeur du pétrole et du gaz, il a placé son propre frère Aliou Sall comme administrateur de Petrotim Limited, la société qui représente localement le consortium gazier.

Les partis d'opposition dont le PDS, ont organisé une manifestation le 14 octobre dernier pour protester contre la mainmise du clan présidentiel sur le secteur gazier. Ils ont dénoncé le « *manque de transparence* », la « corruption », le «*blanchiment d'argent*» par l'intermédiaire du frère de Macky Sall. Les manifestants ont été dispersés à coups de gaz lacrymogène. Ce sont les mêmes qui

Sénégal

hier, quand ils étaient au pouvoir avec Wade, fustigeaient tous ceux qui dénonçaient l'enrichissement illicite et la corruption qui régnaient autour du clan Wade. Ce n'est pas qu'ils ont la mémoire courte mais ils ont tout simplement hâte de revenir au pouvoir pour s'en remettre plein les poches !

UN MARABOUT DÉNONCE SES PAIRS

Au courant du mois d'octobre dernier, un marabout a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir diffusé sur le réseau Internet une vidéo dans laquelle il accuse les marabouts mourides de faire du *"business"* avec la religion et de "tromper" les fidèles. Les marabouts de Touba se sont sentis visés et ont porté l'affaire devant le tribunal.

La première séance du 17 octobre a été suspendue à cause de la présence massive des fidèles mourides venus pour menacer physiquement le prévenu. Lors de la séance suivante, l'accusé ne s'est pas présenté car il craignait pour sa vie.

Les grands marabouts de Touba sont dans tous leurs états et demandent à la justice de sanctionner plus fortement celui qui a eu l'outrecuidance de dévoiler au grand jour ce qu'ils sont en réalité : des voleurs et des hommes d'affaires qui se font des milliards en abusant de la crédulité de leurs fidèles. C'est un des leurs qui le dit et il doit être bien placé pour connaître ce qui se pratique autour du mouridisme.

Mali

QUAND LES RATS COMMENCENT À QUITTER LE NAVIRE

Le 26 septembre dernier, quatre députés du parti de l'actuel président malien ont claqué la porte du RPM (Rassemblement pour le Mali) pour rejoindre le clan de ceux qui se disent de l'opposition. Ils reprochent au président de ne pas avoir réussi à imposer l'autorité de l'Etat dans le Nord, de ne pas avoir réglé la question du chômage des jeunes, la corruption, etc. Il n'est pas impossible que d'autres les suivent car ils sentent que le régime d'IBK est à bout de souffle et qu'il est préférable de le quitter maintenant afin de se positionner dans le camp qui a une chance de le succéder.

Leur refrain sur la lutte contre le chômage des jeunes, la lutte contre la corruption et tout le reste n'est que du baratin destiné à la presse locale car ils ont bien profité de la proximité avec le pouvoir d'IBK pour obtenir toutes sortes de privilèges liés à leur poste de député. Ce qui les guide, c'est la politique du ventre. Ils agissent comme des rats lorsqu'ils sentent que le navire est en train de couler.

Centrafrique

L'INTERVENTION MILITAIRE DE L'IMPÉRIALISME A AGGRAVÉ LE CHAOS DANS LE PAYS

Les troupes françaises de l'« *Opération Sangaris* » envoyées en 2013 à Bangui, soi-disant pour rétablir l'ordre et la paix et dont le nombre a atteint progressivement 2 000, viennent de quitter le pays. Cependant l'armée française ne quitte pas totalement le pays puisque 350 soldats continuent d'occuper toujours la base de Mpoko pour encadrer, paraît-il, les 10 000 militaires des troupes de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique, la Minusca. À cette occasion, Le Drian, ministre français de la Défense, s'est rendu le 30 octobre à Bangui. Il s'est félicité du succès de l'Opération Sangaris mais force est de constater que ses soldats soi-disant « *instruits et disciplinés* » n'ont pas réussi à venir à bout des milices qui sèment la terreur parmi la population à coups de balakas (couteaux) et de machettes.

En effet au moment même où Le Drian a foulé le sol de l'aéroport de Bangui Mpoko, de nouveaux affrontements entre les divers groupes armés et milices qui terrorisent la capitale ont eu lieu.

Ces affrontements ont recommencé depuis le 12 octobre à Bangui, avec la mort, la veille, d'un Seleka (La Seleka est la milice la plus importante et mieux armée ; elle fait partie de la nouvelle armée nationale) tué au cours d'une tentative de braquage de la population. En représailles, plusieurs groupes armés dont la Seleka et des membres de « *l'auto-défense musulmane* », quittent les quartiers commerçants du Nord pour le Sud, habité majoritairement par des chrétiens et animistes. Ils tuent et pillent les populations. Bilan : 37 civils sont tués, près de 600 abris et maisons incendiés.

L'intervention militaire de l'impérialisme français, doublée de celle de l'ONU n'a pas ramené la paix en Centrafrique, contrairement aux affirmations de Le Drian. C'est peut-être un succès pour l'impérialisme mais certainement pas pour les populations qui subissent de plein fouet les exactions des diverses milices armées qui tuent, violent, rançonnent en toute impunité.

Le rôle des soldats français dans ce pays est de veiller sur les intérêts des capitalistes français qui exploitent l'uranium, le diamant ou le bois précieux. Ils veillent également sur le nouveau gouvernement du président Touadéra très fragilisé par les divers groupes armés. Sans eux, ce gouvernement formé en pleine crise sous la houlette de l'ex-puissance coloniale française et dont le pouvoir ne dépasse guère les limites de la capitale Bangui, ne tiendra pas en place un seul jour.

Éthiopie

LES DIRIGEANTS RENFORCENT LA DICTATURE CONTRE LA POPULATION

Le 9 octobre le gouvernement éthiopien a décrété l'état d'urgence sur tout le territoire pour six mois. Depuis plusieurs mois la population manifeste son mécontentement malgré la répression. Il y a eu plusieurs centaines de morts depuis un an. Cet état d'urgence est suivi par d'autres mesures qui marquent le durcissement du régime contre la population. La liste des mesures est longue. Entre autres, le couvre-feu est décrété pour protéger les usines, les fermes et les institutions gouvernementales

Une manifestation contre la répression en Éthiopie

parce qu'elles ont été prises comme cibles ces dernières semaines. En particulier dans les régions oromo et amhara, là où la contestation est la plus forte, c'est un véritable état de siège. Les manifestations sont interdites, plus particulièrement dans les écoles et les universités. Le réseau internet est coupé depuis plusieurs semaines dans la majeure partie du pays, y compris à Addis-Abeba qui est pourtant le siège de l'Union africaine. Il est désormais illégal de regarder les deux chaînes de télévision de l'opposition, ESAT et OMN, qui sont basées aux États-Unis et en Europe. Les diplomates et les touristes étrangers ont interdiction de sortir de la capitale au-delà de 40 Km.

Ces mesures font suite à une série de manifestations pendant la fin du mois de septembre. Les forces de l'ordre ont emprisonné environ 2500 personnes et peut-être plus. Les manifestants contestent fermement la domination sans partage du pouvoir par une minorité de dirigeants issus de l'ethnie Tigré qui ne représente que 6 % de la population.

Le Premier ministre, Hailemariam Desalegn, a procédé le 1er novembre à un vaste remaniement ministériel. Le nouveau gouvernement, censé représenter une volonté de réforme, comprend maintenant pour moitié des hommes n'appartenant ni à l'ethnie des dirigeants ni au parti politique imposé par le pouvoir. Les dirigeants croient calmer la situation en mettant quelques hommes nouveaux de l'ethnie oromo ou amhara. Mais ils ne convaincront personne. Pour la plupart des gens, ce sont des marionnettes dans les mains des dirigeants.

Dans cette situation, des organisations d'opposition oromo, amhara, afar ou sidama mènent leur propagande essentiellement depuis l'étranger, États-Unis et Europe. Elles sont en train de discuter pour créer un front unique. Mais elles sont loin d'avoir une implantation dans le pays et faire pression sur le gouvernement pour se présenter comme force de rechange.

Mais entre aspirer à prendre le pouvoir et y mener une politique allant dans le sens des intérêts des opprimés et des exploités, il y a un fossé que ces organisations nationalistes ne peuvent combler car elles sont foncièrement guidées par l'ambition d'accéder aux privilèges liés à l'exercice du pouvoir.

Madagascar

LA POPULATION DU GRAND SUD FACE À LA SÈCHERESSE ET À LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS

Dans les régions du grand Sud de l'île, la population est menacée de famine à cause du manque de pluie. Cela fait plusieurs années qu'il ne pleut pas suffisamment et bientôt va commencer la période dite de soudure durant laquelle les habitants de ces régions sèches et défavorisées, n'auront pratiquement rien à manger. Le peu qu'il leur reste de l'ancienne récolte agricole tire à sa fin et il leur faudra attendre l'hypothétique arrivée des pluies pour espérer planter puis peut-être récolter.

La population de ces régions fait tout pour s'en sortir. Si les sols ne sont pas fertiles, l'imagination l'est. Avec le peu d'outils agricoles rudimentaires dont elle dispose, elle s'échine sans relâche à aménager les sols durs et ingrats, à faire en sorte qu'il puisse être possible de produire le moment venu et là où elle espère que ce sera possible, un peu de manioc, de sorgho ou d'autres denrées comestibles. Selon différentes estimations, autour d'un million de personnes de ces régions sont en situation d'insécurité alimentaire qualifiée d'alarmante dont près de la moitié en situation d'urgence.

Madagascar : Sècheresse et famine frappent le Sud

Dans l'Androy, région la plus frappée par la sécheresse, l'eau même à boire manque et les quelques mares de rétention ou les puits, lorsqu'ils existent, peuvent être éloignés de plusieurs dizaines de kilomètres. Malgré la chaleur torride, les gens se débrouillent pour acheminer dans des bidons le peu qu'on trouve vers là où on peut. Une fois à destination, cette eau est vendue mais beaucoup de personnes meurent de soif et de déshydratation parce qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde ou par manque d'argent pour en acheter.

Cette situation dure depuis de nombreuses années et s'aggrave sans que le gouvernement n'apporte des réponses ne serait-ce qu'à la hauteur des moyens mêmes faibles dont il dispose. Les promesses faites en période électorale de réaliser quelques aménagements tels que réparer les routes actuellement en piteux état ou procéder à des forages pour trouver de l'eau, sont passées aux oubliettes.

Toutes les régions du pays ne sont pas sinistrées de façon aussi catastrophique, mais les gouvernements qui se sont succédé ont cédé (et continuent à le faire) des terres meilleures à des sociétés étrangères ou à des particuliers aisés proches du pouvoir. Dans la province de Toliara qui est la plus déshéritée, sur certaines terres soustraites à la production vivrière, du coton destiné à l'exportation est cultivé. Les laissés-pour-compte du grand Sud ne peuvent dans ces conditions compter que sur les aides des organisations caritatives et des ONG. Ces aides ne leur permettent pas de faire face durablement à la situation et ne constituent pas une solution pérenne.

La misère et le sous-développement ne sont pas une fatalité et le climat n'est pas le seul responsable de la situation dramatique actuelle. Celle-ci résulte en premier lieu de la domination capitaliste sur la planète. Les classes dominantes malgaches et l'appareil d'état corrompu sont incapables de mettre en place une orientation politique et économique allant dans le sens de satisfaire les besoins élémentaires de la population.

Afrique de l'Ouest

LA PRODUCTION DE LAIT, MALADE DU CAPITALISME

Pendant deux jours, du 2 au 3 novembre, les petits patrons du secteur laitier en Afrique de l'Ouest se sont réunis à Abuja au Nigeria pour faire état de leurs difficultés. Ils n'arrivent pas à écouler leur production alors que la demande augmente. La presse a cité le cas d'Ibrahima Bakoum, éleveur exerçant son métier dans la région de Kayes au Mali et qui était présent à cette conférence. Malgré ses 150 vaches, lui ainsi

que d'autres éleveurs ne doivent leur survie économique que grâce à la mise en place d'une mini-laiterie dans la localité de Badenko, par une ONG.

Une laiterie artisanale à Bittou, au Burkina Faso

En revanche les importations en Afrique de l'Ouest de lait en poudre en provenance de l'Union Européenne et de Nouvelle Zélande ont triplé ces quinze dernières années, atteignant plus de 2 millions de tonnes par an.

Les difficultés des petits producteurs ne sont malheureusement pas une spécificité africaine. En France et en Allemagne, les petits producteurs ont aussi du mal à s'en sortir. Au fil des ans, le nombre de faillites dans ce secteur n'a fait qu'augmenter, les petites unités se faisant avaler par les grosses, plus performantes et capables de produire à bas coût. Les centrales d'achats des grandes chaînes de distribution tels que

Une production industrielle de lait en Europe

les hyper marchés privilégient les gros fournisseurs au détriment des petits qui, par voie de conséquence, éprouvent des difficultés à écouler leur production. Parfois leur colère éclate et se traduit par des descentes musclées de protestation dans les rues, devant les magasins grandes surfaces et les bureaux des autorités tels que les préfectures des grandes villes.

Dans le même temps les firmes multinationales comme Nestlé ou Danone qui inondent une bonne partie de la planète en produits laitiers, affichent des bénéfices insolents. Mais les profits qu'elles réalisent ne sont possibles que grâce au labeur des travailleurs dans leurs usines y compris en Afrique. C'est pourquoi, dans ce secteur comme dans bien d'autres, l'avenir appartient aux travailleurs.

Élection aux États-Unis

QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR, CE SERA UN ENNEMI DES TRAVAILLEURS

L'élection présidentielle qui aura lieu le 8 Novembre aux Etats-Unis déterminera qui de Hillary Clinton ou de Donald Trump gouvernera ce pays durant les quatre années à venir. Clinton est la candidate du parti Démocrate tandis que Trump celui du parti Républicain, mais l'une comme l'autre sont des ennemis des travailleurs.

Trump est un grand capitaliste milliardaire qui a fait fortune en exploitant des milliers de travailleurs aux États Unis et ailleurs. C'est un ennemi juré de tous les travailleurs. Il cherche à creuser des divisions entre eux. Il encourage la violence raciste et les attaques contre les immigrés. Il est aussi connu pour son comportement ordurier envers les femmes.

Hillary Clinton, même si elle n'a pas le même comportement ni le même langage

ordurier que son rival, fait partie du même monde social que lui. Elle a exercé de hautes fonctions au sein de l'appareil d'Etat américain et a approuvé toutes les sales guerres depuis celle de Serbie menée sous l'égide de son mari ainsi que celle de l'Irak puis de la Lybie, menée sous Bush puis Obama. Elle a aussi approuvé tous les coups portés contre le monde du travail pour financer les banquiers qui ont pourtant conduit à la crise financière et à la suppression de millions d'emplois aux États Unis et dans le monde.

C'est dire que les travailleurs américains n'ont aucune illusion à se faire sur le vainqueur de cette élection. Leur avenir ne dépendra que de leur propre mobilisation et de leur capacité à imposer leurs intérêts par la lutte à leur propre bourgeoisie.

Immigration

FRANCE TERRE D'ASILE ? CERTAINEMENT PAS POUR LES PAUVRES DE LA PLANÈTE

La police sur le point de chasser les migrants installés avenue de Flandre

Dans la nuit du 30 au 31 octobre, les forces de police sont intervenues violemment pour arrêter des migrants qui dormaient paisiblement en-dessous du métro aérien « *Stalingrad* » et les conduire manu militari dans un commissariat du quartier. Certains n'ont même pas eu le temps de récupérer leurs affaires vu la manière expéditive dont ils ont été expulsés de leur camp de fortune.

Aussitôt après cette arrestation musclée, les tentes, les matelas et les duvets des migrants ont été détruits et jetés dans une benne à ordures. De même la nourriture et certaines de leurs affaires personnelles (habits, duvets, couvertures) offertes par des habitants du quartier ont subi le même sort. Tout cela pour empêcher ceux qui auraient la chance d'être libérés ou d'autres migrants de réoccuper le même terrain.

Mais on sait que, ne sachant où aller, où dormir, ceux qui avaient été expulsés de cet endroit étaient revenus les réoccuper plusieurs fois après le départ des policiers. Selon la mairie de Paris, un centre d'accueil d'urgence pour les réfugiés doit s'ouvrir très prochainement, pas loin de Stalingrad. Mais en attendant, que fait-on pour ces expulsés de Stalingrad ? Ce n'est pas un cas urgent ?

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.